

Compétitivité, coût et mobilisation du travail : vingt ans de divergences entre la France et l'Allemagne

Par Denis FERRAND
Et Emmanuel JESSUA
Rexecode

La perte de compétitivité de la France depuis le début des années 2000 constitue l'un des faits économiques majeurs de notre histoire récente. Nous montrons dans cet article qu'elle est le principal facteur explicatif de la divergence depuis vingt ans entre le niveau de PIB par habitant de la France et celui de l'Allemagne. En France, les entreprises industrielles ont vu leur compétitivité coût se dégrader au début des années 2000, alors même que leurs prix de vente demeuraient dictés par la concurrence internationale. Progressivement, de nombreuses entreprises industrielles n'ont pu survivre à la compression de leurs marges qu'elles ont enregistrée sur le territoire français. Les entreprises qui ont subsisté ont en outre été incitées à accentuer leurs gains de productivité par une substitution accrue du capital au travail, et ce au détriment des salariés les moins qualifiés. Dans cet article, nous procédons à une analyse de la perte de compétitivité des entreprises françaises à l'export et de la désindustrialisation subie par la France comparativement à ses voisins européens, ainsi que du maintien d'un chômage de masse élevé dans notre pays et de la divergence de revenu par habitant entre la France et l'Allemagne.

La perte de compétitivité de la France depuis le début des années 2000 constitue l'un des faits économiques majeurs de notre histoire récente. Elle s'appréhende, d'un point de vue macroéconomique, comme une perte de niveau de vie relatif dès lors que l'on retient l'acception suivante pour le concept de compétitivité : « l'aptitude d'une économie à produire des biens et des services qui satisfont au test de la concurrence sur les marchés et à augmenter simultanément et durablement le niveau de vie de sa population ».

L'analyse de la compétitivité comporte ainsi deux séries de critères : les premiers sont relatifs aux performances commerciales sur les marchés mondiaux et le marché intérieur, les seconds à l'évolution du niveau de vie de la population et de l'emploi. Pour qu'une économie puisse être considérée comme compétitive, les produits et les services offerts par les unités de production implantées sur son territoire doivent répondre à la demande mondiale (exportations et demande intérieure), ce qui permet au pays de maintenir ou d'améliorer ses positions sur le marché mondial. Il convient aussi que ce maintien ne s'accompagne pas d'un recul relatif du niveau de vie de la population, c'est-à-dire qu'il ne soit pas acquis au prix d'une baisse des niveaux salariaux, des prix de vente et des profits des entreprises :

une telle situation sacrifierait en effet le pouvoir d'achat et la croissance future. C'est sur ces deux aspects que la compétitivité de l'économie française a été déficiente à partir du début des années 2000. Nos parts de marché à l'exportation ont fortement reculé relativement aux autres économies de la zone euro, à l'Allemagne en particulier. Notre niveau de vie relatif, apprécié à partir du PIB par habitant, s'est également effrité par rapport à nos voisins d'outre-Rhin.

La mesure du PIB par habitant procède d'une double démarche. Elle peut être décomposée entre les principaux postes de la demande (investissement, consommation, échanges extérieurs). Elle reflète également la fonction d'offre de l'économie, le PIB étant le produit de la mobilisation des facteurs de production et des gains de productivité de l'économie. Ces deux approches se combinent dans un mouvement où pertes de parts de marché et moindre mobilisation relative du travail apparaissent comme les deux faces d'une même pièce de monnaie qu'est le défaut de compétitivité.

Ecart France / Allemagne des composantes du PIB par habitant

en € constants par habitant	Allemagne		France		Evolution de l'écart France - Allemagne entre 2000 et 2018	
	en 2000*	en 2018*	en 2000*	en 2018*	en € constants	Contribution à l'évolution de l'écart, en %
PIB	31250	38691	31140	35726	-2855	
Consommation publique	5872	7733	7085	8371	-574	20,1
Consommation des ménages	17723	20424	16343	19168	123	-4,3
Formation brute de capital fixe	7377	8117	7017	8456	700	-24,5
Solde extérieur de biens et services	388	2404	610	-272	-2898	101,5
Exportations de biens et services	8397	18726	7606	11417	-6519	228,3
Importations de b & s	-8009	-16322	-6996	-11689	3620	-126,8
Coefficient correcteur	-110	13	85	3	-205	7,2

*moyenne des observations des années 1999-2000 et 2001 et des années 2017-18-19

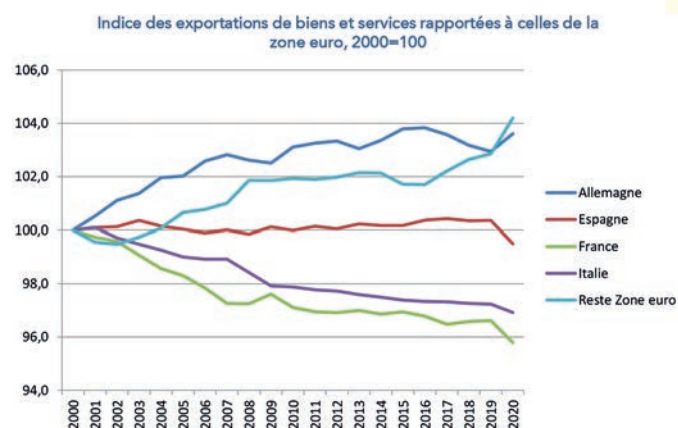
Source : Eurostat, calculs Rexecode

La moindre capacité à satisfaire la demande mondiale explique l'essentiel de la perte de PIB par habitant relatif de la France par rapport à l'Allemagne

En 2000, le niveau du PIB par habitant en France était quasiment similaire à celui de l'Allemagne. Environ vingt ans plus tard, il est inférieur à celui-ci de plus de 8 %. Relativement à l'Allemagne, l'écart de PIB par habitant s'est accentué de 2 855 euros (en monnaie constante) dans l'intervalle de temps précité. On peut analyser les raisons de cette divergence en examinant comment la richesse créée par habitant a été utilisée (approche par la demande). Cet écart s'est creusé sous l'effet d'une dépense de consommation publique plus soutenue en Allemagne qu'en France et d'un écart d'évolution du solde extérieur défavorable à la France. À l'inverse, consommation des ménages et investissement par habitant ont été plus soutenus en France qu'en Allemagne, atténuant ainsi le creusement de l'écart de PIB par habitant entre les deux pays. En fait, ce dernier est essentiellement attribuable à l'accentuation de l'écart de solde extérieur par habitant constaté entre les deux pays (voir le tableau ci-dessus), et plus précisément encore de l'écart des exportations par habitant. Le volume de ces dernières correspondait en France à 90 % de celui observé en Allemagne en 2000. Il ne représentait plus que 60 % de celui de l'Allemagne en 2018. On peut ainsi interpréter la divergence de PIB par habitant intervenue en vingt ans entre les deux économies comme une divergence dans la capacité de chacune d'elles à satisfaire la demande mondiale.

La perte de parts de marché à l'exportation de la France relativement à l'Allemagne constitue bien pour elle le facteur premier du recul de son PIB par habitant relatif. Plus largement, ces pertes de parts de marché s'apprécient à l'échelle de l'ensemble de la zone euro : en 2000, les exportations françaises de biens et de services représentaient

en valeur 17,9 % de celles de la zone euro⁽¹⁾. En 2020, elles n'en constituaient plus que 13,7 % (- 4,2 points), un point bas historique. En parallèle, les parts de marché de l'Allemagne ont progressé de plus de 3,5 points. Elles sont restées quasi stables en Espagne, alors que l'Italie a accusé une perte moindre par rapport à la France (- 3,1 points). Cette perte de compétitivité se traduit, par conséquent, par une perte de revenus (en faisant abstraction des importations nécessaires aux exportations) : si la part de marché française s'était stabilisée à son niveau de 2000, les revenus d'exportation de la France seraient supérieurs de près de 200 milliards d'euros par an.



Source : Eurostat, comptes nationaux, calculs Rexecode.

Les causes de cette perte de compétitivité, surtout relativement à l'Allemagne, sont nombreuses et ont fait l'objet d'une large documentation⁽²⁾. Les travaux de Rexecode

(1) Les exportations de la zone euro prises en compte dans cet article excluent celles de l'Irlande, dont les évolutions depuis 2015 sont difficilement interprétables économiquement, dans la mesure où elles reflètent en grande partie des changements de conventions comptables.

(2) Voir, en particulier, les rapports annuels de Rexecode sur la compétitivité, ainsi que DIDIER M. & KOLEDIA G. (2011), « Compétitivité France Allemagne, le Grand écart », Economica.

ont notamment montré que le défaut de coordination des politiques économiques au début des années 2000, avec notamment des politiques du marché du travail radicalement opposées dans les deux pays cœur de la zone euro au moment de l'introduction de la monnaie unique, est un point clé pour expliquer des performances aussi contrastées. La divergence de coût salarial unitaire qui en a résulté, corrigée tardivement par les mesures du CICE et du Pacte de responsabilité mises en œuvre en France et atténuée par l'accélération salariale en Allemagne, a également contribué à créer une divergence dans la mobilisation du travail qu'illustre bien la décomposition de l'écart d'évolution du PIB par habitant appréciée à partir de la fonction de production.

S'agissant des facteurs de production, le creusement de l'écart entre les PIB par habitant des deux pays résulte principalement d'une moindre mobilisation du travail en France

Dans le paragraphe précédent, nous avons analysé les facteurs de la divergence de PIB par habitant entre la France et l'Allemagne en nous concentrant sur les postes de la demande auxquels la production s'adresse. Une autre approche consiste à s'intéresser aux facteurs de production eux-mêmes.

Dans cette optique, une décomposition traditionnelle de l'indicateur PIB par habitant pour identifier les contributions de chacune de ses composantes aux écarts constatés entre les deux pays est la suivante :

$$\frac{Y}{N} = \frac{L^*}{N} \times (1 - u) \times \frac{A}{L^*} \times \frac{Y}{L} \times \frac{L}{(1 - u) \times A}$$

Où :

- Y = PIB (en euros constants) ;
- N = population totale ;
- L* = population en âge de travailler (15-64 ans) ;
- 1-u = (complémentaire du) taux de chômage ;
- A = population active ;
- L = population en emploi.

Cette équation peut également s'écrire :

$$\frac{PIB}{habitant} = D \times (1 - u) \times a \times P \times CC$$

Où :

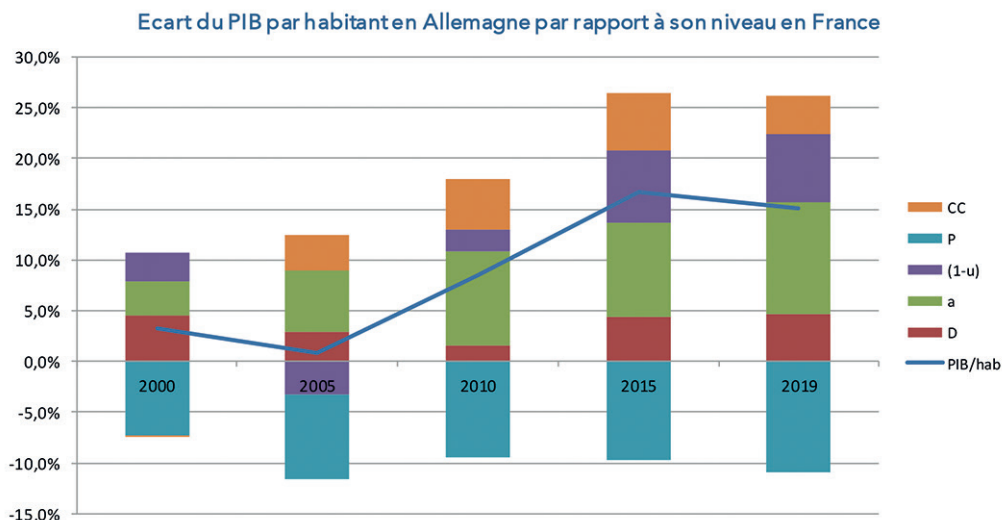
- D = structure démographique (part de la population en âge de travailler dans la population totale) ;
- 1-u = (complémentaire du) taux de chômage ;
- a = taux d'activité ;
- P = productivité apparente du travail ;
- CC = coefficient correcteur (ratio emploi total/emploi des 15-64 ans).

On peut alors examiner sur cette base l'évolution de l'écart de PIB par habitant entre la France et l'Allemagne sur la période 2000-2019 (dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles).

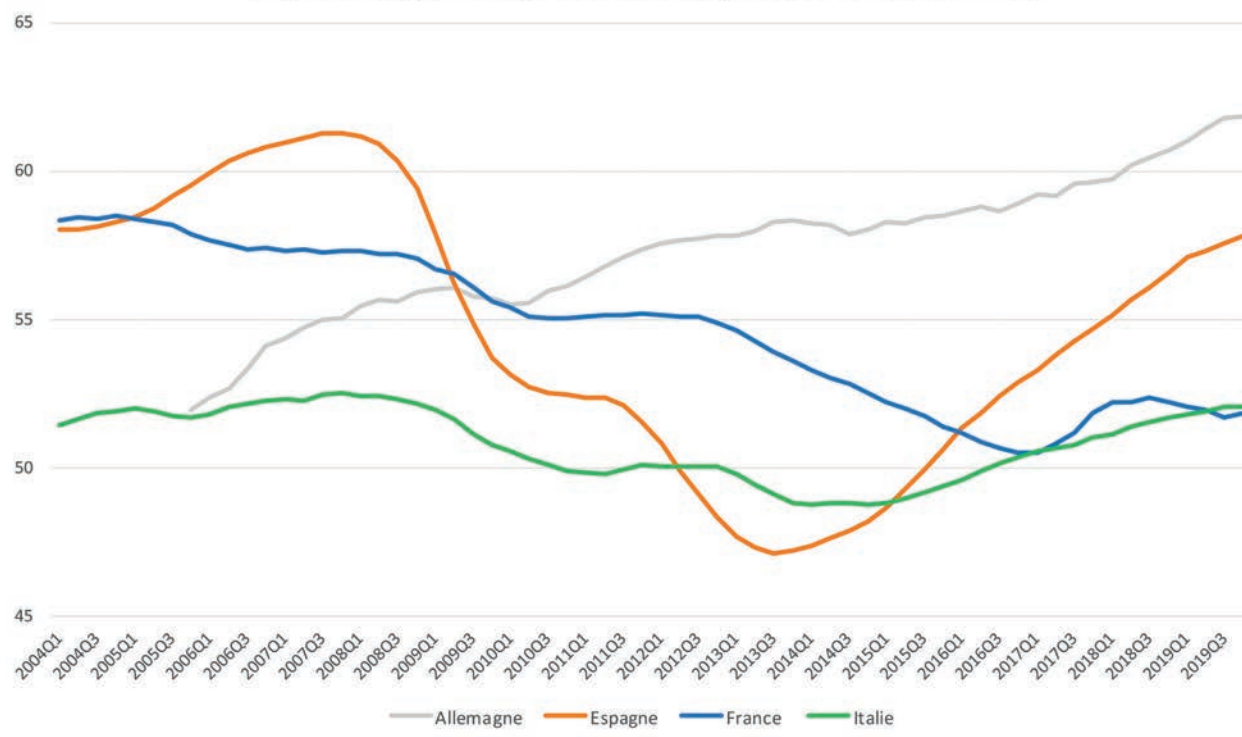
Alors que les deux pays partaient d'un niveau de PIB par habitant proche en 2000, l'Allemagne a progressivement creusé l'écart à partir de 2005, grâce à une meilleure mobilisation de sa population sur le marché du travail. En effet, la hausse du taux d'activité (part de la population active dans la population en âge de travailler), puis la baisse du taux de chômage expliquent les deux tiers de la surperformance réalisée par l'Allemagne entre 2000 et 2019 en matière de PIB par habitant. On notera que la productivité, à l'inverse, a toujours joué en faveur de la France. La productivité apparente du travail y est supérieure et l'écart avec l'Allemagne s'est sur ce point quelque peu creusé depuis 2000 dans un sens favorable à la France.

Cet écart de mobilisation tient à deux évolutions spécifiques.

D'une part, le marché du travail français inclut de moins en moins les personnes affichant le plus faible niveau de formation initiale (CITE 0 à 2, soit 18 % de la population âgée de 20 à 64 ans en France, contre 14 % en Allemagne). Alors qu'en France, leur taux d'emploi a reculé de 6 points en 15 ans, il en a gagné 10 en Allemagne de 2005 (premier point connu) à 2019. Cette différence est la principale explication à l'écart d'évolution des taux d'emploi de l'ensemble des personnes âgées de 20 à 64 ans entre la France (+ 3 points de taux d'emploi entre 2005 et 2019) et



Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans, sans diplôme ou avec le plus faible niveau d'enseignement (source : Eurostat, enquêtes forces de travail)



l'Allemagne (+ 11 points sur la même période). Elle contribue aussi à expliquer le différentiel croissant de productivité apparente du travail, les personnes les moins qualifiées étant de moins en moins incluses dans l'emploi tant en termes absolus que relatifs.

D'autre part, la durée de vie au travail s'est accrue de 3,3 années en France entre 2000 et 2019 contre 4,8 années outre-Rhin. Elle y est estimée à 39 années par Eurostat contre 35 années en France, en lien notamment avec l'écart d'âge effectif de départ à la retraite constaté entre les deux pays (2,5 ans). Par ailleurs, l'écart entre la France et l'Allemagne relatif à la durée annuelle du travail pour un salarié à temps complet a peu bougé entre 2000 et 2019. Deux séquences se dessinent toutefois, la durée annuelle du travail a baissé de 190 heures en France principalement au cours des années 2000, avant de se stabiliser par la suite. Une baisse d'une proportion comparable est intervenue en Allemagne, mais au cours des années 2010. Le creusement de l'écart en matière de mobilisation de la main d'œuvre en faveur de l'Allemagne tient ainsi davantage à une insertion renforcée des moins qualifiés et à l'allongement de la durée de vie au travail, qu'à une moindre réduction de la durée annuelle du travail des salariés à temps complet.

Les bonnes performances du marché du travail allemand peuvent être rapprochées des réformes mises en place au début des années 2000, qui ont conduit à la fois à un assouplissement du marché du travail et à une modération du coût du travail. *A contrario*, le chômage de masse a perduré en France, fluctuant autour de 8,5 % de la population active depuis le début des années 1980, et ce en dépit

des allègements successifs portant sur les bas salaires – dont une partie a d'ailleurs servi à atténuer les effets de la hausse du coût horaire du travail liée aux 35 heures et à la convergence des Smic. Dans les deux pays, les réformes des retraites ont par ailleurs permis d'améliorer le taux d'emploi des seniors, mais ce dernier se situe en Allemagne près de 20 points au-dessus du niveau français.

Si l'impact de la perte de compétitivité sur le PIB par habitant se lit clairement dans l'approche par les composantes de la demande, il apparaît beaucoup plus implicite dans l'approche par la fonction de production. Pour expliciter ce lien, il est alors nécessaire d'identifier précisément les facteurs explicatifs de la perte de compétitivité française.

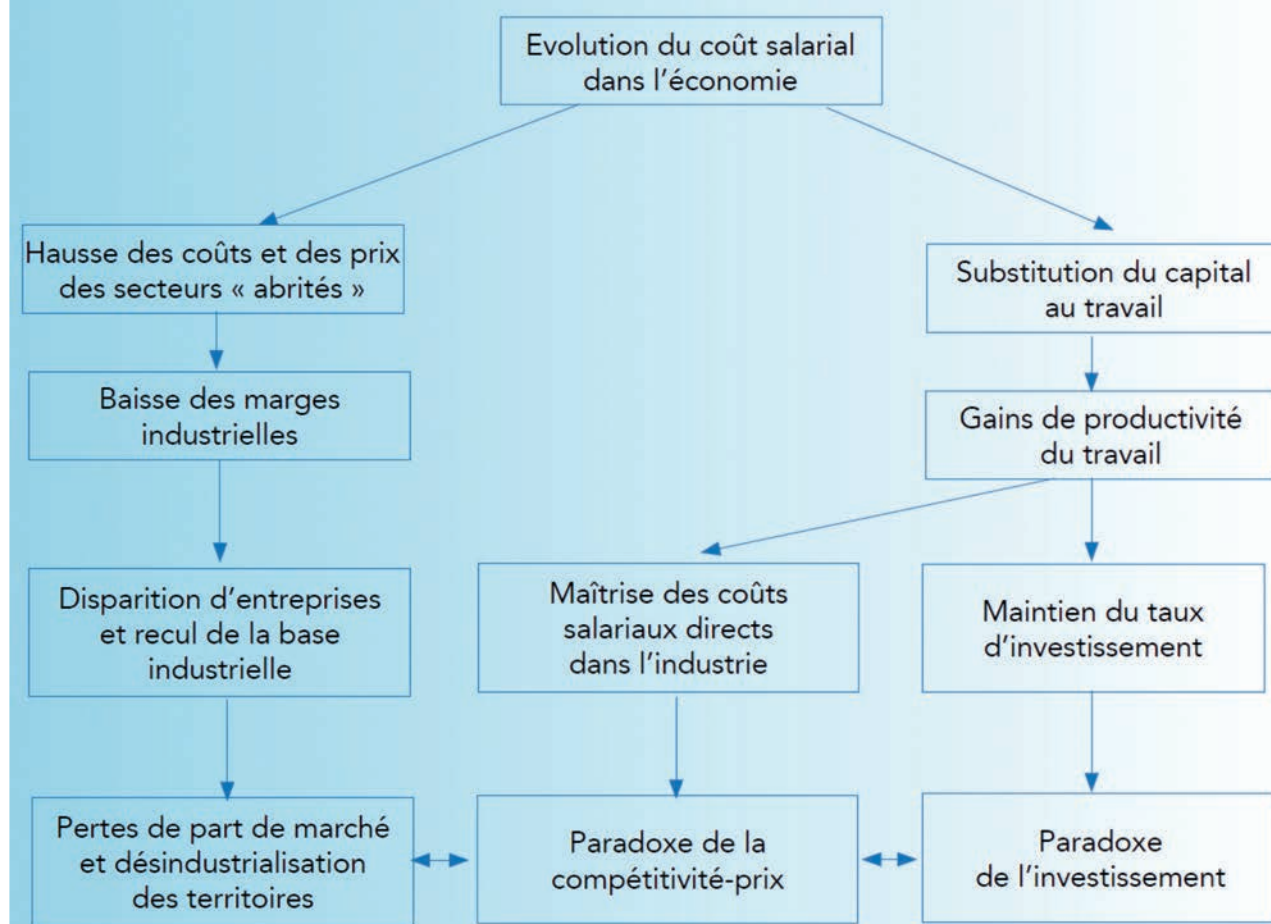
L'emboîtement des pertes de parts de marché avec la moindre mobilisation du facteur travail

C'est précisément ce que proposait notamment notre étude publiée en juin 2019⁽³⁾. On peut résumer l'analyse qui y est faite de la manière suivante.

En 2000, la France pouvait être considérée comme en équilibre de compétitivité par rapport à la moyenne européenne. Des hausses salariales élevées sont ensuite intervenues dans plusieurs États membres, particulièrement stimulées dans notre pays par la hausse mécanique du coût horaire du travail liée aux 35 heures et la conver-

(3) Flexicode, « La compétitivité française en 2018 : un espoir de stabilisation, mais l'érosion industrielle se poursuit », document de travail n°71, juin 2019.

Le diagramme de la perte de compétitivité industrielle française



gence des Smic jusqu'au milieu des années 2000. En parallèle, l'Allemagne mettait en œuvre à partir de 2003 une politique de grande modération salariale.

En France, les évolutions des prix de production et des coûts salariaux des comptes nationaux diffèrent très sensiblement dans la première partie des années 2000 des indices de prix et de coûts salariaux mesurés par les enquêtes réalisées directement auprès des entreprises et publiées par l'Insee et Eurostat. Contrairement aux estimations tirées des comptes nationaux, les derniers indicateurs de prix et de salaires obtenus sur la période considérée montrent une forte dégradation de la compétitivité prix et de la compétitivité coût, particulièrement au début des années 2000, période du décrochage de la France en termes de parts de marché. Ils sont également cohérents avec les résultats de notre enquête « Compétitivité » sur l'image des produits, laquelle montre une dégradation régulière de l'appréciation relative des prix des produits français.

Si l'on se restreint aux données de la comptabilité nationale, ces dernières montrent que l'industrie française a dû faire face à une pression à la hausse portant sur ses coûts directs de main-d'œuvre, mais également à une hausse du coût des intrants provenant des secteurs abrités qui ont

pu, au moins partiellement, répercuter dans leurs prix de vente les hausses de coûts, notamment salariaux, qu'elles ont connues. Dans un contexte de concurrence internationale leur imposant leur niveau de prix, la hausse des coûts des consommations intermédiaires a donc comprimé les marges des entreprises industrielles à l'origine de 80 % des exportations françaises. Cette baisse des marges a eu deux effets : d'une part, elle a pesé sur les capacités à innover et à « monter en gamme » ; d'autre part, elle a entraîné la disparition progressive d'entreprises devenues insuffisamment rentables : le nombre des entreprises industrielles comptant plus de 20 salariés a diminué de 40 % depuis 2002, une chute d'une ampleur que l'on ne retrouve dans aucun autre grand pays européen. La symétrie entre les évolutions, relativement à celles de la zone euro prise dans son ensemble, des exportations et de l'activité industrielle française depuis 2000 est frappante. La part de la valeur ajoutée industrielle française par rapport à celle de l'ensemble de la zone euro a en effet chuté passant de 17,9 % en 2000 à 14,2 % en 2020, soit un recul de 3,7 points (le plus fort de la zone euro). Progressivement n'ont « survécu » que les entreprises les plus efficaces, ce qui (par effet de structure) a artificiellement accéléré la productivité industrielle et contenu la dynamique des coûts

salariaux unitaires, mais sur une base de valeur de plus en plus étroite.

Le dynamisme de la productivité industrielle française depuis 2000 peut également être expliqué par les stratégies mises en œuvre par les entreprises en réponse au choc initial du coût du travail. Les entreprises en France ont en effet pu limiter l'impact direct des hausses salariales en les compensant par des gains de productivité du travail obtenus par une forte substitution du capital au travail, notamment du travail correspondant à un faible niveau de formation initiale et à un faible niveau relatif de productivité. C'est ce que traduit un taux d'investissement plus élevé par rapport à nos voisins européens. Mais il s'agit d'un taux qui s'applique à une base de valeur ajoutée devenue plus étroite. Ce taux ne traduit donc pas un niveau absolu élevé d'investissement industriel.

Cette analyse, résumée dans le schéma de la page précédente, permet ainsi de proposer une solution reposant sur un double paradoxe : d'une part, un paradoxe tenant au maintien de la compétitivité prix française au début des années 2000 selon les données de la comptabilité nationale et, d'autre part, un second correspondant au fait que le recul des parts de marché et la baisse des marges des

entreprises françaises se sont accompagnés du maintien d'un taux d'investissement à un niveau relativement élevé, sans que cela se traduise apparemment par un effet sur la compétitivité industrielle.

Elle permet également de comprendre que le choc initial de l'accroissement du coût du travail au début des années 2000 a provoqué le recul des parts de marché des entreprises françaises à l'export et a, sous l'effet du phénomène d'attrition subi par ces mêmes entreprises industrielles et des incitations accrues à la substitution capital-travail qui en ont résulté, maintenu un chômage structurel élevé.

Redressement de la compétitivité, réindustrialisation, diminution du chômage structurel et augmentation durable du pouvoir d'achat procèdent alors d'une stratégie commune, qui passera, en particulier, par la consolidation, voire le prolongement des acquis obtenus en matière de baisses des prélèvements sur les coûts de production, par le renforcement du financement en fonds propres des PME et ETI (voir la proposition de Rexecode de la mise en place d'un fonds de rendement à capital garanti) et l'amélioration des compétences de la population (formations initiale et professionnelle).